



Le chemin de la ruine

Le 18 février 2026, une nouvelle série de négociations visant à mettre fin au conflit ukrainien s'est achevée sans résultat, comme on pouvait s'y attendre. Le pays est au bord du gouffre, à tous les égards. Comment en est-on arrivé là ?

René Zittlau

ven. 27 févr. 2026

Introduction

Nous vivons une époque mouvementée. Les bouleversements politiques qui font rage depuis de nombreuses années ont balayé bon nombre des repères qui, « à l'époque » – dans un passé lointain –, offraient une orientation relativement stable dans le monde. Tout comme les termes « gauche », « droite », « libéral » et « conservateur » ont été délibérément vidés de leur sens au niveau national, il en va de même au niveau international.

Le droit international, les relations internationales, la CSCE, l'OSCE, le traité d'Istanbul, le mémorandum de Budapest, le traité 2+4, la Charte des Nations unies... Tous ces éléments sont le résultat de l'ordre européen et mondial qui a commencé à prendre forme à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Ce monde d'après-guerre s'est progressivement constitué au fil de nombreuses années de discussions extrêmement controversées. Ces succès de la diplomatie internationale n'ont été possibles que parce que les participants VOULAIENT trouver un consensus.

Toutes ces organisations et tous ces documents existent encore, d'une certaine manière. Chaque document, chacun de ces termes avait sa propre signification, une fonction spécifique dans la machine diplomatique, et tous sont étroitement liés les uns aux autres, parfois à plusieurs reprises. Apparemment indissolubles. Pour que cette grande œuvre perdure. Car il y avait un serment commun : « Plus jamais ça ! »

Revenons brièvement sur l'histoire.

Une guerre largement méconnue

Il est désormais clair que ce grand serment sacré n'a pas tenu. La guerre est de retour. Cependant, une évaluation honnête doit admettre qu'elle n'a jamais vraiment disparu. Ce n'est qu'ici, en Europe et en Amérique du Nord, que nous avons connu la plus longue période de paix de l'histoire.

Mais la guerre était toujours là.

À l'exception de l'Europe, les peuples se battaient partout dans le monde. En Afrique, en Amérique du Sud et en Amérique centrale, en Asie. L'affirmation suivante fait partie de la vérité occidentale européenne et nord-américaine : la plupart de ces guerres n'auraient probablement pas eu lieu si elles n'avaient pas été « créées » par l'Europe et les États-Unis. Sans la géo-ingénierie politique, l'ingérence et les livraisons d'armes des États-Unis et de l'Europe pour imposer des avantages politiques et économiques extrêmement unilatéraux et des changements de pouvoir, les combats auraient dû être menés avec des ressources très limitées, loin de tout approvisionnement.

Les conflits auraient-ils éclaté autrement, ou auraient-ils été réglés pacifiquement ? Et en Europe et aux États-Unis, la paix était-elle réelle ?

Après 1945, il n'y avait toujours pas de paix complète dans un seul pays européen. Les gens n'en parlaient pas beaucoup. Ni à l'est, ni à l'ouest du continent, qui était politiquement divisé après la grande guerre. Les raisons en étaient très différentes.

À l'Est, les gens évitaient d'en parler parce que cette guerre n'aurait pas dû avoir lieu. Son existence était comme une plaie purulente dans l'histoire de la construction d'un monde nouveau. À l'Ouest, les gens ne voulaient certainement pas en parler. Car une discussion ouverte, voire honnête, à ce sujet aurait non seulement nui au beau récit de la construction du nouveau et magnifique monde occidental. De plus, cela aurait révélé que c'était l'Occident qui continuait à faire la guerre à l'Est après la fin de la Grande Guerre, contrairement à toutes les nobles déclarations, documents, traités et à l'ONU. Pas ouvertement. Mais ils fournissaient des armes, de l'argent, des informations, de la propagande, un soutien politique, offraient des lieux de retraite... Ils faisaient tout leur possible pour que la guerre secrète continue.

Même à l'époque...

Il s'agissait de l'Ukraine, plus précisément de la République socialiste soviétique d'Ukraine au sein de l'Union soviétique, et encore plus précisément de la partie occidentale de cette république, la Galicie et la Volhynie. Cependant, l'objectif était l'ensemble du pays : d'abord la Galicie et la Volhynie, puis l'Ukraine dans son ensemble, puis le très grand pays...

Cela a continué pendant de longues années après 1945. Des milliers de personnes sont mortes là-bas, à l'Est, parmi lesquelles de très nombreux civils. Selon les sources et les méthodes de recensement, le nombre de morts varie entre 50 000 et 250 000. Peu importe le chiffre que l'on considère comme le plus probable. Ce qui importe, c'est que ces personnes sont mortes dans une guerre secrète pendant une période officielle de paix.

Personne n'est mort à l'Ouest. L'Occident s'est contenté de poursuivre cette guerre. « Rien de personnel, juste des affaires », comme on dit aujourd'hui. On le disait déjà à l'époque, dans les quartiers généraux qui ont rendu possible et alimenté cette guerre secrète. À Munich-Pullach, Wiesbaden, Langley et ailleurs.

Les morts consécutives à la grande hécatombe à l'Est — c'est-à-dire à la Seconde Guerre mondiale — se sont poursuivies jusqu'en 1954. La perspective d'une « moisson » économique et politique, combinée à la position stratégique extrêmement intéressante de ce vaste territoire ukrainien, semblait trop tentante pour les « décideurs ».

Un homme qui a consacré sa vie à l'étude des causes d'un tel comportement est arrivé à la conclusion suivante dès la seconde moitié du XIXe siècle :

« Quand le profit est adéquat, le capital devient audacieux. Garantissez-lui 10 pour cent, et on pourra l'employer partout ; à 20 pour cent, il s'anime ; à 50 pour cent, il devient carrément téméraire ; à 100 pour cent, il foule aux pieds toutes les lois humaines ; à 300 pour cent, il n'est pas de crime qu'il n'osera commettre, même s'il encourt la potence. »

SOURCE : KARL MARX, MEW, VOL. 23, P. 788, DANS MEGA² II/6, PP. 680/681

Compte tenu des enjeux, l'enjeu était donc de taille dans ce pays pas si petit.

Une période de paix

La paix qui s'ensuivit ne fut pas aisée, mais elle dura. Les vainqueurs de ce conflit interne accordèrent rapidement l'amnistie aux vaincus, leur permettant, ainsi qu'à l'ensemble du pays, de prendre un nouveau départ selon leur propre choix. On espérait que cette magnanimité porterait ses fruits sous la forme d'une coexistence pacifique fondée sur le respect mutuel. Les vaincus, qui avaient généreusement bénéficié de l'amnistie, ont profité de cette occasion pour se consacrer en grand nombre à leur propre langue et à leur histoire, ce que les vainqueurs ont à leur tour généreusement soutenu.

L'Ukraine, où la guerre après la guerre a eu lieu, était ethniquement diversifiée et le reste malgré tout. La diversité culturelle peut être très inspirante, mais elle exige de la tolérance, du respect mutuel et la volonté de reconnaître ses propres valeurs et celles que l'on partage. Sans ces qualités, l'ennemi de la coexistence pacifique entre les différentes cultures, le nationalisme, rôde partout.

Ce pays d'Europe de l'Est, loin d'être petit, faisait partie d'une entité encore plus vaste, une union de peuples divers : l'URSS. Grâce au travail acharné de sa population et au soutien provenant de différentes régions de cette immense union, l'Ukraine, qui avait été totalement et à plusieurs reprises dévastée pendant la Grande Guerre, parvint à se reconstruire et à se développer assez solidement. En fait, elle s'en est mieux sortie que toutes les autres républiques. La diversité ethnique, déjà importante en raison de son histoire, a continué à s'accroître grâce à l'immigration en provenance d'autres régions de l'Union. Les conditions climatiques favorables, les riches ressources minérales et les excellentes conditions naturelles, uniques au monde, pour l'agriculture ont fait le reste.

Les gens aimaient y vivre. Les groupes ethniques diversifiés cohabitaient, célébraient leurs fêtes et se mariaient au-delà des frontières ethniques et religieuses.

Le peuple vote, les politiciens font ce qu'ils veulent

Cependant, l'essor économique de l'Union n'était pas assez fort pour résister aux turbulences politiques et économiques mondiales. Le grand pays s'est effondré, même si le peuple s'était prononcé massivement en faveur du maintien du statu quo lors de référendums officiels et juridiquement contraignants organisés dans toutes les républiques individuelles le 17 mars 1991. Mais les dirigeants qui avaient auparavant prôné les valeurs communautaires n'ont montré aucune volonté de reconnaître les résultats de cette élection transparente et démocratique, à laquelle la majorité absolue de la population avait participé, sans exception dans toutes les entités individuelles.

МАРТ 17 ВОСКРЕСЕНЬЕ 1991 г.	Д Е Н Ь ВСЕНАРОДНОГО ГОЛОСОВАНИЯ (референдума СССР) по вопросу „О сохранении Союза Советских Социалистических Республик“
--	---

31/31

Уважаемый Христенко Игорь М-вна

Участковая комиссия по проведению референдума приглашает Вас
принять участие во всенародном голосовании по вопросу «О сохране-
нии Союза Советских Социалистических Республик».

Голосование будет проходить с 7 часов до 20 часов на участке
№ 2 . . . в помещении ДК к-за «Колос»

В списке участников голосования Ваш номер 1897.

Просим при себе иметь паспорт или иное удостоверение личности.

Участковая комиссия по проведению референдума

Bulletin de vote pour le référendum à l'échelle du syndicat sur la préservation de l'Union soviétique

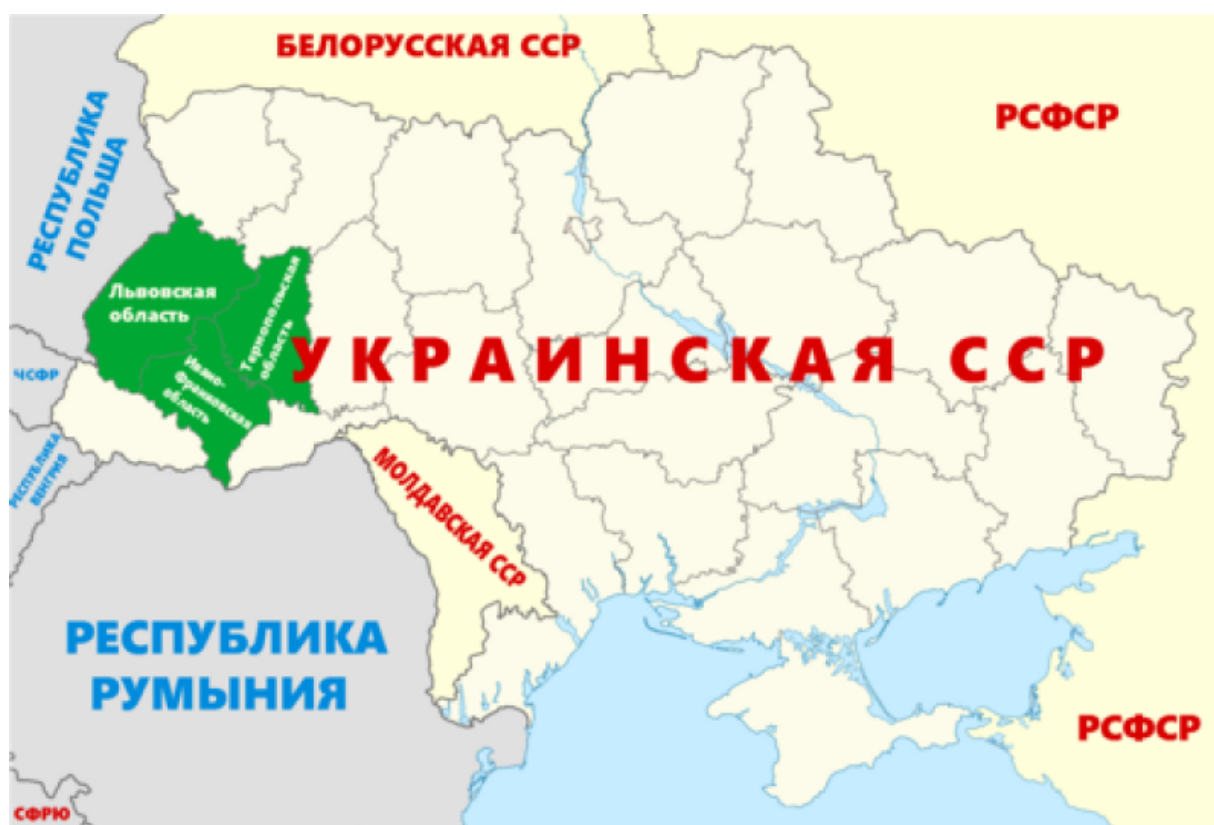
Les dirigeants ukrainiens, en particulier, ont insisté avec véhémence pour ignorer le choix clair de leur propre population ethniquement diversifiée et emprunter une voie différente, détachée de leurs racines historiques.

La question posée à l'échelle nationale était simple, claire et compréhensible pour tous :

« Êtes-vous d'accord pour que l'Ukraine fasse partie de l'Union des États souverains soviétiques sur la base de la Déclaration sur la souveraineté de l'État ukrainien ? »

Dans toute l'Ukraine, 70,2 % des électeurs ont voté « oui » et 28 % ont voté « non ». Ce résultat correspondait à peu près à la moyenne de l'ensemble de l'Union. Incidemment, les habitants de la Crimée n'ont pas participé à ce référendum dans le cadre de l'Ukraine, car la Crimée s'était déjà constituée en République socialiste soviétique autonome le 12 février 1991. L'Ukraine a reconnu ce statut de la Crimée, bien que tardivement, dans sa constitution du 19 juin 1991.

Il convient de noter que dans la partie occidentale de l'Ukraine (en vert sur la carte) – dans les oblasts d'Ivano-Frankivsk, Lviv et Ternopil – une question différente a été soumise au vote le 17 mars 1991.



Source: Wikipedia

« Souhaitez-vous que l'Ukraine devienne un État indépendant qui décide de manière autonome de toutes les questions de politique intérieure et

*étrangère et accorde des droits égaux à tous les citoyens,
indépendamment de leur appartenance nationale et religieuse ?»*

88,3 % des électeurs ont répondu « oui ».

Les dirigeants des trois républiques slaves — l'Ukraine, la Biélorussie et la Russie — ont été les moteurs de l'effondrement de l'Union soviétique. Ce sont eux qui ont collectivement ignoré la volonté des électeurs et créé les faits politiques correspondants dans une forêt en Biélorussie.

Aujourd'hui, nous savons que ces décisions n'ont en aucun cas été prises de leur propre initiative. C'est précisément parce qu'elles contredisaient la volonté de la majorité absolue que les dirigeants ont reçu tout le soutien nécessaire de la part des forces étrangères qui avaient maintenu le processus de mort « à l'époque », c'est-à-dire après 1945, à la suite de la grande mort.

Aujourd'hui, enfin, il était temps de récolter ce qui avait été semé il y a des décennies.

C'est ainsi que l'Ukraine, un pays qui n'est pas vraiment petit, a suivi sa propre voie, pour la première fois de son histoire.

Le pillage d'un pays autrefois prospère

L'effondrement de l'Union soviétique a également entraîné l'effondrement de l'économie locale. Et ce, très rapidement. Dans ce qui était en réalité un pays riche, il y a soudainement eu une grave pénurie de presque tout. C'était chacun pour soi. Des sauveurs et des opportunistes, des politiciens et des conseillers venus d'Europe, des États-Unis et du Canada ont envahi le pays, promouvant et alimentant tout ce qui distinguait le groupe ethnique le plus important de tous les autres selon le recensement – et non selon la langue parlée. Ce faisant, ils ont délibérément réveillé l'ennemi de la coexistence pacifique des cultures qui prévalait auparavant : le nationalisme dans sa pire forme.

La pénurie, les difficultés sociales, les riches ressources minérales, les grandes industries et les terres fertiles formaient un mélange dangereux. Les puissances étrangères en quête de pouvoir et d'un nouvel ordre mondial ont fait en sorte que la pauvreté augmente, que les ressources minérales, l'industrie et les terres tombent entre de bonnes mains, ce qui n'a fait qu'accélérer le déclin de l'État et de la société.

Il n'a fallu que peu d'efforts, juste un million ou deux, pour convaincre les nationalistes du pays que la responsabilité de tous les problèmes de la vie incombait à leur voisin. Le voisin qui a fait la grandeur de l'Ukraine après les grandes pertes humaines de la Grande Guerre, en négligeant ses propres besoins. Parce qu'il aurait dû donner beaucoup plus de tout : argent, entreprises, terres...

Après avoir investi cinq milliards de dollars pour rendre le pays docile, la grande tempête s'est déchaînée. Lorsque les manifestations violentes « normales » n'ont pas produit le résultat escompté, il a fallu verser le sang. Il a été convenu que 100 morts suffiraient pour mettre les bonnes personnes au pouvoir.

Pratiquement tous les gouvernements européens ont participé à ce commerce de la mort aux côtés des États-Unis. Des accords cruciaux ont été conclus dans l'ambassade du pays qui avait déjà tenté à plusieurs reprises au cours des 120 dernières années de soumettre la Russie et l'Union soviétique. Ce pays est l'Allemagne.

La fin de la souveraineté nationale

Et c'est ainsi que le 18 février 2014, des personnes ont été assassinées de manière ciblée et aveugle. Le 21 février 2014, trois jours seulement après le massacre de Kiev, le président ukrainien de l'époque, Viktor Ianoukovitch, s'est enfui en Russie. Les nouveaux dirigeants n'ont jamais sérieusement tenté d'enquêter sur le massacre.

Avec ce coup d'État, l'Ukraine a cessé d'exister en tant qu'État souverain. Tout ce qui s'est passé depuis lors était en réalité inévitable. Beaucoup avaient prédit une guerre à l'époque, dont la fin a été négociée à Genève exactement 12 ans après les meurtres de Kiev.

Cela aurait pu être évité, et cela aurait même dû être évité, si la communauté internationale avait pris au sérieux les règles convenues dans de nombreux traités internationaux bien intentionnés visant à prévenir les conflits et à respecter les principes d'égalité en matière de sécurité. Cependant, cela s'est heurté à l'opposition des intérêts qui maintiennent le système occidental tel qu'il est.

Ainsi, grâce au mépris des accords de Minsk-1 et Minsk-2 – et là encore, l'Allemagne a campé sur ses positions – et au mépris ostentatoire des propositions russes de décembre 2021 par les États-Unis et l'OTAN, nous sommes finalement arrivés au 24 février 2022, date du début de l'opération militaire russe.

Y a-t-il un moyen de revenir à la paix ?

Depuis des mois, des négociations sont en cours pour tenter de mettre fin à cette guerre, après que l'Occident anglo-saxon ait délibérément torpillé une paix rapide possible en mars-avril 2022. Les intérêts des parties présentes à la table sont diamétralement opposés.

Ceux qui représentent l'Ukraine doivent craindre pour leur position, leur liberté, voire leur vie, dès lors qu'une solution négociée serait trouvée — une solution qui impliquerait une réévaluation historiquement et juridiquement irréprochable, ainsi que durable, des événements depuis 2014 pour toutes les parties au conflit. Dans ces conditions, ils ne peuvent que plaider pour le « statu quo ».

Les États-Unis sont les principaux responsables du déclenchement du conflit, tirent d'énormes profits de la guerre au détriment de tous les autres et veulent continuer à affaiblir stratégiquement la Russie afin de provoquer à terme un changement de pouvoir à Moscou. Une approche « business as usual » en Ukraine conviendrait parfaitement aux États-Unis. Cependant, cela est contrecarré par la puissance militaire de la Russie, qui influence désormais de manière significative le fonctionnement interne de l'OTAN. Par ailleurs, la situation économique — et donc politique — de l'Occident en général, et des États-Unis en particulier, affaiblit également la position de Washington.

La Russie préférerait mettre fin au conflit aujourd'hui plutôt que demain, mais selon des conditions connues de tous depuis le début du conflit :

Respecter et préserver les intérêts sécuritaires de la Russie, respecter la langue, la culture et la religion russes en Ukraine, pas de troupes de l'OTAN en Ukraine, pas d'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN.

La mise en œuvre de ces mesures ne signifierait pas seulement la fin du projet américain et occidental en Ukraine sous sa forme actuelle. La fin du conflit selon les conditions de la Russie entraînerait également un affaiblissement significatif de l'OTAN en tant qu'institution et de l'Union européenne.

Cependant, afin de trouver un moyen de prendre un véritable nouveau départ, les intérêts des Ukrainiens qui ne sont pas représentés par le régime Zelensky devraient également être pris en compte dans la discussion. Mais qui sont-ils ? Il n'y a pas d'opposition en Ukraine au sens littéral du terme, et il ne peut y en avoir dans les conditions actuelles du pays. Ceux qui ont réussi à le faire sont partis à l'étranger. Les figures bien connues de l'opposition vivent désormais en Russie, dans l'Union européenne et ailleurs, et ne jouent aucun rôle en tant que force politique

organisée. Des individus tentent de se faire entendre via les réseaux sociaux et d'encourager les gens à l'intérieur et à l'extérieur de l'Ukraine à réfléchir et à transmettre de l'espoir.

L'un d'entre eux est Yevgeny Murayev, un membre russophone du parlement ukrainien qui était très connu jusqu'en 2014 et qui vit aujourd'hui en Chine. À l'occasion du douzième anniversaire des événements du 18 février 2014 à Kiev, il a publié ses réflexions sur une solution négociée, indiquant clairement que, par exemple, une élection impliquant les personnes actuellement au pouvoir en Ukraine ne peut apporter de changement et doit donc être rejetée.

Voici ses réflexions :

« Tout ce qui est arrivé à notre pays n'est pas arrivé tout seul. L'Ukraine s'est progressivement transformée en un projet anti-russe. Ce n'était pas le souhait de la majorité des citoyens, ni l'intérêt national. Mais après le coup d'État de 2014, les « installateurs mondiaux de la démocratie » ont porté au pouvoir une constellation politique qui a conduit le pays sur la voie d'une confrontation dure avec son voisin. Les premières conséquences ont été la perte de la Crimée, le conflit armé dans le Donbass, l'exclusion de millions de citoyens du système électoral et une profonde distorsion idéologique.

Lorsque le modèle galicien – le modèle culturel et historique régional de l'ouest de l'Ukraine – a été déclaré modèle national et appliqué à l'ensemble du pays multiculturel malgré les différences évidentes entre les régions, leur expérience historique, leur environnement linguistique et leur structure sociale, cela a inévitablement exacerbé les divisions internes. Au lieu de rechercher l'équilibre et un modèle unificateur, l'État a choisi la voie de la standardisation par la pression, la censure, la « nouvelle histoire » et les idéologèmes.

En huit ans, toute une génération a grandi, éduquée dans la logique de la confrontation plutôt que dans celle du développement. La politique de l'État ne s'est pas concentrée sur le développement économique et la modernisation de l'industrie et de la science, mais sur la consolidation du paradigme de la confrontation. En période de guerre totale, toute opinion dissidente était efficacement réprimée, l'espace d'information était réduit à un seul marathon [Murayev fait ici référence au « marathon télévisé » diffusé sur la télévision ukrainienne, grâce auquel le

dirigeant ukrainien communique son opinion au peuple sans contradiction], les positions alternatives étaient exclues du débat public et poursuivies en justice.

Dans de telles conditions, la tenue d'élections immédiates sans période de transition ne conduira pas à un renouvellement du système politique. Elle reproduira la même constellation de pouvoirs qui s'est déjà révélée incapable d'assurer la paix et la stabilité à long terme. S'il n'y a pas d'évaluation objective des événements, si la liberté d'expression n'est pas rétablie, si tous les citoyens, y compris ceux qui ont été soumis à la lustration ou à la persécution politique, ne se voient pas accorder un accès égal au processus politique, le résultat est prévisible.

La phase de transition n'est pas nécessaire comme instrument de vengeance, mais comme mécanisme de stabilisation, de réconciliation et de changement de paradigme, passant de la confrontation et de la destruction à la réconciliation et au développement. Elle doit inclure l'amnistie pour les crimes politiques, le rétablissement d'un environnement concurrentiel dans les médias et la politique, une révision des règles électorales tenant compte du retour de millions de citoyens et des millions de personnes à l'étranger qui pourraient revenir, mais pas immédiatement, et la création de conditions propices à un débat public ouvert sur l'avenir du pays. Sans tout cela, les élections seront une formalité plutôt qu'un nouveau départ.

Si nous voulons vraiment éviter que la guerre ne se répète dans quelques années, si nous voulons ramener les gens, réunir les familles et mettre en place une économie de croissance plutôt que de survie, nous devons surmonter les divisions internes. La paix n'est pas possible sans réconciliation interne et sans le rétablissement de la confiance entre les citoyens et l'État.

Il ne s'agit pas d'ambitions personnelles ou de lutte pour des postes. Il s'agit de comprendre que seule une refonte institutionnelle permettra d'instaurer une paix durable. La phase de transition est le moment de rétablir l'équilibre, de restituer les droits et de lancer un nouveau modèle d'État dont l'objectif principal est le développement du pays et le bien-être de ses citoyens, plutôt que la confrontation idéologique qui nous a été destructrice.»

Conclusion

Qualifier le destin de l'Ukraine de tragique est un euphémisme qui ne rend guère justice à la réalité.

Pendant des décennies, l'Occident a orchestré la destruction délibérée et consciente de la civilisation du pays. Il a soutenu une refonte idéologique de la société qui réécrit l'histoire et promeut des idées glorifiant le fascisme, ce qui constitue un délit pénal en Allemagne, par exemple. De tels processus sociaux ont un impact, notamment à travers les reportages des médias, et ouvrent la voie à l'acceptation de développements similaires, y compris en Allemagne.

Même si cela est difficile à imaginer à l'heure actuelle, il reste l'espoir que les négociations visant à mettre fin au bain de sang en Ukraine trouveront un moyen de parvenir à une paix véritable. Une paix qui représente un équilibre durable des intérêts entre la Russie et l'Ukraine. Car qui veut réfléchir à l'alternative à cette conclusion ?

ÉTIQUETTES DE L'ARTICLE:

Afrique Asie L'Europe Russie Union soviétique Suisse ÉTATS-UNIS Ukraine
Amérique du Sud Amérique centrale
Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)
Organisation des Nations Unies (ONU) CSCE Marx, Karl Yanukovych, Viktor
Murayev, Yevgeny Bélarus Allemagne Union européenne (UE) L'OTAN Analyse